Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 135 (1990)
Heft: 11

Artikel: Réagir!
Autor: Ehrsam, Jean-Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345040

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Réagir!

par le brigadier Jean-Pierre Ehrsam

«Ne demandez pas ce que votre patrie peut faire pour vous. Demandez plutôt ce que vous pouvez faire pour elle.»

John F. Kennedy

A n'en pas douter, ce verbe-titre déplaira à certains. En effet, ne sous-entend-il pas le mot «réaction», tant honni, pour d'aucuns synonyme de comportements «fascistes» ou «d'extrême droite»? Sorte de leurre, de muleta bien utile, ce petit mot permet de désigner en bloc à la vindicte populaire ceux qui, ne militant pas, sont par définition voués aux gémonies. Diable!

Laissons là cette facétie sémantique un peu trop simpliste pour nous en rapporter à la définition du Petit Robert, réagir signifiant «s'opposer à une action par une action contraire». Ainsi, parer à la sotte et pernicieuse campagne de dénigrement de nos institutions, qui met en danger l'existence même de notre pays, consiste à entreprendre des actions propres à la contrecarrer. C'est notre devoir!

Décrites ci-après, les mesures qu'il faudrait pouvoir prendre ou faire prendre, les actions à conduire, ne sont certainement pas les seules envisageables. Par contre, elles mériteraient sûrement d'être plus largement développées.

Etat d'esprit positif

Engager une action généralisée, dont on souhaite qu'elle contribue à former une opinion publique différente, n'est pensable qu'entreprise dans un état d'esprit positif. Prendre une telle résolution, premier élément efficace de l'action, souligne la volonté délibérée de faire preuve de civilité, d'accorder le respect qui lui est dû au citoyen que l'on a en face de soi, même partisan de doctrines discutables. C'est également bannir de nos réflexions et de nos actes tout extrémisme, toute provocation, négative en elle-même par nature; c'est s'obliger à agir avec bon sens et avec une connaissance suffisante des gens que l'on veut convaincre, éclairer, dissuader, ou des choses que l'on entend prouver, expliquer, réfuter. Etre moins prolixe que percutant, clair, concis, aimable, et moins traditionaliste qu'ouvert au monde, aux idées nouvelles, à l'évolution, est capital.

Prendre le contre-pied

Les succès, heureusement encore suffisamment relatifs, remportés ces dernières années par les «anti-Suisse», furent avant tout fondés sur des campagnes délatrices de grande envergure, hélas fortement soutenues par de nombreux médias.

Des médias justement, nous ne pouvons pratiquement attendre au-

cune aide, à moins que... A nous par conséquent, en matière d'information, de prendre le contre-pied. Pour cela, mettons à profit tous les stamms, toutes les assemblées annuelles, toutes les manifestations hors service, et aussi les rencontres non militaires des sociétés dont nous sommes membres, les séminaires et autres colloques professionnels, culturels, caritatifs, les voyages de contemporains, etc., auxquels nous participons; et n'oublions pas notre propre entourage! Parlons alors ouvertement des manœuvres dirigées contre notre pays, définissons les contre-exemples qui s'y rapportent. Prenons sur nous de faire connaître ces contre-exemples partout où nous rencontrons d'autres gens; publions-les dans nos revues, dans nos bulletins d'information, dans nos journaux (peut-être des quotidiens importants comprendront-ils peu à peu la nécessité de modifier le cap malencontreusement pris depuis quelques années). Poursuivons ainsi deux buts: couper les ailes aux machinations, enrayer la propagation de l'insidieux esprit anti-Suisse en vogue. Procédant de cette manière, nous sortirons du ghetto dans lequel nous avait relégués l'interdiction de «causer politique» à l'armée, et que, contrairement aux «autres», nous avons certainement appliquée trop à la lettre. Du même coup, nous battons en brèche le misérabilisme, cette curieuse et délétère «sinistrose» dont paraissent souffrir tant d'«intellectuels», politiques ou médiatiques.

Le drapeau

Le fanion, l'étendard, le drapeau ont toujours été signes de ralliement. De la Chine antique à nos jours, les peuples se sont ralliés à leurs drapeaux, ou ont disparu pour avoir perdu la force de cohésion qui les unissait, symbolisée par leurs drapeaux précisément.

Chez nous, nombre de nos compatriotes aiment à hisser les couleurs de notre pays au mât planté tout exprès pour cela dans leur jardin. Ils devraient être beaucoup plus nombreux encore à le faire, tous les jours et pas seulement les jours de fête, témoignant ainsi de leur volonté, de leur fierté d'être Suisses. Affirmer l'attachement au pays, en arborant le drapeau à croix blanche sur fond rouge légué par nos ancêtres, traduit sans conteste la détermination de se démarquer du nivellement en cours. C'est indispensable. Alors, que se joignent aux simples citoyens les usines, les hôtels, les banques, les garages, tous les bâtiments cantonaux (pour accompagner les couleurs cantonales, parfois curieusement bien seules), et tous les bâtiments fédéraux (grandes écoles, administrations, gares importantes, arsenaux, casernes). Et puis aussi, le Palais fédéral qui, pour l'heure, ne pavoise qu'au Premier Août, pendant les sessions des Chambres, ou lors de réceptions importantes; c'est notoirement insuffisant, voire choquant, s'agissant du symbole central de notre confédération d'Etats, celui que l'on

fait visiter aux Helvètes, jeunes et vieux, aux étrangers, et qui n'est pas seulement un Parlement. Puisse cet appel être entendu!

Suggestions d'ordre politique

Notre démocratie, l'une des plus anciennes au monde, est malade. Symptôme le plus évident: évoquée, invoquée à tous propos, la démocratie, mise, c'est le cas de le dire, à toutes les sauces, sert de plus en plus de prétexte aux pires actions libertaires. Ce qui constitue l'une de ses principales qualités, le droit pour le citoyen d'intervenir dans les affaires du pays grâce à l'initiative et au référendum, lui fait paradoxalement courir le danger mortel de se désintégrer par la curarisation des moyens de gouverner. Responsables de cette situation alarmante? Ceux qui admirèrent durant tant d'années les démocraties populaires, seuls régimes vraiment démocratiques, disaient-ils... qui pratiquaient en réalité la dictature, sans initiative ni référendum. Alors, aux grands maux les grands remèdes: soit la suppression de ces droits, automatique par notre éventuelle adhésion à la Communauté européenne qui ne les connaît pas semble-t-il, soit, dans les plus courts délais, une augmentation drastique du nombre de signatures nécessaire au lancement d'une initiative ou d'un référendum. Cela a été dit, et redit. Qu'attendent nos mandataires, les députés, pour entrer en matière? Il y a urgence. Plus on attendra, plus la réanimation sera difficile, aléatoire.

Au Parlement, la gauche n'a pas la majorité. Bizarrement, si l'on en croit bien des médias, ce serait elle qui mène le jeu. Vrai ou faux? Le manque d'efficacité et de cohésion de la droite avant le 26 novembre 1989 n'est pas vraiment de nature à nous rassurer, pas plus que le punch qu'elle n'a pas su mettre à exploiter son avantage après cette date faditique. Cela va-t-il durer jusqu'à la perte d'une majorité si peu utilisée? En tout état de cause, et en ce qui nous concerne, nous avons là un moyen d'action qui consiste à causer avec nos députés, à les inciter à un dynamisme nouveau et salvateur que les électeurs, las de la médiocrité politique qui menace, sauront certainement apprécier à leur heure.

La démocratisation tous azimuts, perfide banalisation, aurait-elle décriminalisé la trahison? A seule fin de le discréditer, Dieu seul sait pourquoi, il semble en effet être admissible, depuis peu, de vilipender, de dénigrer son pays, par écrit, ou sur les ondes, suisses et étrangères, avec l'appui peut-être de partis politiques étrangers, sans encourir poursuites ni châtiment. Si ce n'est pas trahir, qu'est-ce donc? Félonie, forfaiture? Aux yeux de notables du PSS (presse quotidienne du 2 octobre 1990), accepter ces agissements équivaudrait à «... être pour l'esprit de tolérance». On croit rêver. Tolérance ou pas, s'il s'avérait que la notion de trahison est vraiment obsolète, il faudrait lui trouver rapidement un substitut. Pourquoi pas, dans ce genre d'affaire du moins, «indignité natio-

nale», avec des conséquences à définir pour le citoyen qui en serait frappé? Il incombe au Parlement d'en admettre le principe. Rude tâche pour lui, si divisé. Mais en définitive, avoir le courage de traiter publiquement cet objet, et d'y souscrire, contribuerait sûrement à redonner certaine crédibilité à notre pays, aux yeux des citoyens suisses comme à Bruxelles et ailleurs dans le monde. Après ce qui s'est passé, nous en avons bien besoin.

Conclusion

Pour mettre un point final à ce triptyque (voir RMS n°s 5 et 9/1990), quelques constatations, et des vœux.

La paix universelle n'est hélas pas pour demain; il était absolument faux de prétendre le contraire, comme ce fut le cas, de triste mémoire, en 1989. La preuve historique est largement faite qu'un seul homme peut, en quelques mois, préparer impunément et efficacement une guerre, et embraser le monde. Est-il besoin de citer Bonaparte, Hitler, Saddam Hussein? Croire dur comme fer à l'imminence de l'instauration d'une paix universelle relève de l'infantilisme. Ceux qui négocient la réduction des armements conventionnels (USA-URSS) ne sont-ils pas en même temps prêts à déverser un déluge de feu sur un pays qui les nargue? Et cet infantilisme frise la lâcheté dès lors que, tout réalisme et toute bonne foi abandonnés, on s'emploie avec acharnement à détruire ses propres moyens de défense et de survie.

Staline – ou était-ce Lénine? – aurait dit: «Il est impossible de faire une révolution sans fusiller» et «On ne peut réussir une révolution sans mare de sang.» A l'évidence, ici aussi, un seul homme peut mettre à feu et à sang son propre pays, le détruire de l'intérieur, faire des millions de victimes. Ô paix universelle!

Il en va parfois des pulsions d'un peuple comme des engouements sportifs, qui peuvent atteindre et dépasser les limites du self-control. Antoine Goléaz était un musicologue de grand renom, très écouté, craint aussi. Il disait des vastes et profondes sonorités pastorales du cor, si cher à Bruckner, Brahms et Mahler, qu'elles avaient le pouvoir étrange d'éveiller fugitivement au fond de l'âme allemande «... cette dangereuse introversion qui conduit périodiquement l'homo germanicus vers les pires excès collectifs de la stupidité et de la cruauté». Une des causes de l'avènement du nazisme ajoutait-il. Excessif peut-être, cependant pas complètement faux. Peut-on en effet s'imaginer ce qu'il adviendrait de l'Allemagne, maintenant heureusement réunifiée, qui verserait dans l'écolo-socialisme? La raison, et bien des obstacles certes empêcheraient les pulsions bucoliques de prendre le relais du culte de l'Aryen ou de celui de l'espace vital. Mais quand même...

L'humanité étant ce qu'elle est, personne, jamais, ne pourra empêcher la peuplade ou l'homme prédestinés pour cela de se lancer dans la guerre. C'est terrible et c'est ainsi. Qu'on le

veuille ou non, se battre fait partie de la vie. Témoin, ce garçonnet, haut comme trois pommes, qui joue sur la pelouse, «armé» d'un bout de bois en guise de sabre, et mime seul un combat contre un hypothétique adversaire. Ce garçonnet, on le voit partout, en Chine, en France, aux USA, dans la banlieue de Bâle.

Il est heureusement quand même des raisons d'espérer. Parce que, comme on domestique l'explosion dans le moteur des voitures, ou la force nucléaire dans les centrales, en travaillant, en s'engageant pour son pays, sur les plans politique et des idées en temps de paix, avec la volonté de le défendre les armes à la main s'il était attaqué, on contribue dans une certaine mesure à domestiquer le bellicisme atavique des uns et des autres. C'est ce qui s'appeller aimer son pays.

Aimer son pays – être patriote – n'a donc rien à voir avec une quelconque appartenance à l'extrême droite. Une fois pour toutes, il convient de réduire à néant cette stupide affirmation, proférée à tire-larigot par ceux qui n'ont guère à proposer pour le bien commun. C'est d'ailleurs aussi faux que d'accoler le mot «social» – mot-alibi qui se veut révélateur de bonne conscience – à tout ce que l'on fait, à tout ce que l'on dit, au risque de parler d'un coucher de soleil social, d'une température sociale de l'eau de la piscine, et de la tartine beurrée sociale qui permet un départ social dans la journée sociale...

Espérer, c'est également faire des vœux. Quelle attitude plus belle que de souhaiter voir la Suisse retrouver sa véritable identité? Quelle attitude plus saine, plus positive, que d'agir avec conviction pour une vraie démocratie, moderne, raisonnablement pluraliste, qui, par des règles appliquées par tous, par le renoncement aux abus qui empêchent de gouverner, permette au pays de se développer harmonieusement, de trouver une place de choix dans le concert des nations européennes, de réaliser son idéal, qui n'a pas vieilli et qui demeure?

Voilà pourquoi les mesures suggérées, les réflexions exprimées ci-dessus doivent s'inscrire dans une action, rondement et durablement menée, manifestant notre volonté de faire d'une opinion publique affadie un courant d'idées véritablement constructives. Le repli sur soi, se complaire dans l'absentéisme, dans l'inaction, dans le renoncement à tout sauf à son confort, n'apporte rien.

En établissant de nombreux contacts avec ses concitoyens, en leur parlant, en discutant librement avec eux, le citoyen qui s'en fait un devoir contribue lui-même à la formation de ce courant d'idées. Il se substitue partiellement aux moyens synthétiques que sont les moyens de communications de masse. Il engage sa responsabilité civique et participe à la vie de son pays.

Qui a dit: «De la discussion jaillit la lumière?» Je déclare la discussion ouverte.

J.-P. E.